

Turquie : Murad est enfin libre !

mercredi 30 juin 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 24 juin 2010).

Nous publions ici le rapport de la délégation internationale qui est allée assister au procès du syndicaliste genevois d'Unia Murad Akincilar le 3 juin à Istanbul à l'issue duquel notre camarade a été libéré ! [Rédaction de « solidaritéS » (Suisse)]

Pour rappel, Murad Akincilar a été arrêté le 30 septembre 2009 à Istanbul, devant son domicile, par des agents en civil, en présence de son épouse. Il est accusé d'appartenance à une organisation dénommée Devrimci Karargah (ci-après le Commandement révolutionnaire).

La campagne pour la libération de Murad Akincilar a débuté dès son arrestation. Elle a mobilisé plusieurs pétitions, manifestations, saisine des organismes de défense des droits humains et des parlements suisses et européens ainsi que des membres des gouvernements cantonal et fédéral. Du 25 au 27 octobre 2009, une délégation s'est rendue à Istanbul et à Ankara et a rencontré les autorités politiques et judiciaires turques.

Mauvais traitements...

Murad a été opéré des deux yeux au mois d'octobre, après s'être plaint durant plusieurs jours de perte de la vue. Il s'agissait de décollements de rétines qui ont eu lieu après des heures d'interrogatoire, au cours duquel ont été utilisés des spots puissants, occasionnant un stress particulièrement violent. Il semble également qu'à cause du retard de l'intervention chirurgicale, sa capacité de récupération ait été sérieusement amoindrie. Par la suite, il a subi une deuxième opération aux yeux pour les mêmes troubles. Il est à noter que ni Murad ni aucun membre de sa famille n'avait souffert de décollement de rétine dans le passé.

Le 3 juin 2010, une importante délégation a pu assister à l'audience de Murad. Elle était composée de Rui Tavares, député au parlement européen (Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique), Rémy Pagani (conseiller administratif, maire de Genève), Ernst Balzli (Consul général de Suisse), Nazan Sadikoglu (assistante au consulat suisse à Istanbul), Jean-Michel Dolivo et Hüsnü Yilmaz (représentants des Juristes Démocrates de Suisse et de l'Association européenne des Juristes pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde), Rita Schiavi, Jacques Robert, Semih Kutluca et Jamshid Pouranpir (syndicat Unia), Pierre Fouqueray (Ligue suisse et internationale des droits de l'homme), Françoise Fort (Collectif Urgence Palestine) et des dizaines de membres de la famille et des amis de Murad...

Un très large soutien

Objectifs de la délégation :

- Montrer que le soutien à Murad Akincilar regroupe de larges milieux en Europe et en Turquie
- Veiller au déroulement du procès dans le strict respect des droits fondamentaux

- Assurer la poursuite de la campagne jusqu'à l'acquittement de Murad

Le 3 juin 2010, la délégation a pu entrer dans la petite salle du procès vers 13 h, au lieu de 10 h annoncé précédemment du fait, semble-t-il, de la présence de la forte délégation suisse et européenne. Assis au premier rang, Murad semblait très maigre, fatigué et souffrant, tout comme les autres détenus. Il a pu exposer au tribunal qu'il n'avait aucun lien avec une organisation terroriste et qu'il était un intellectuel et syndicaliste d'Unia, rentré en Turquie pour une visite privée. Ensuite, il a soumis sa déposition écrite aux juges. Le chef présumé du Commandement révolutionnaire, Ulas Erdogan a affirmé qu'il ne connaissait pas Murad. En outre, il a raconté les mauvais traitements physiques et psychiques que lui-même avait subis durant les premiers jours de sa détention.

Des accusations fantaisistes

L'acte d'accusation mentionne que Murad Akincilar avait écrit dans la revue Transformation Démocratique, qui utilisait pour son site Internet une même adresse IP que l'organisation Commandement Révolutionnaire. Cette revue serait une publication légale de cette organisation ; les empreintes digitales de Murad Akincilar auraient été trouvées dans la maison occupée par les militants de l'organisation, à Pendik, Kurtköy. En réalité, seule une partie de l'empreinte digitale de l'index de Murad a été découverte par la police. Son avocat a pu démontrer que ce n'était pas avec l'index que l'on pouvait manipuler un livre et que des dizaines d'empreintes d'autres personnes découvertes par la police sur la même publication n'ont pas été exploitées !

A la fin de cette journée d'audience, le Procureur a demandé la mise en liberté de Murad et de 3 autres prévenus. Le tribunal l'a suivi. Murad a été informé par le tribunal que la 2^e audience de son procès aura lieu le 26 juin, pour juger le fond de cette affaire. Au vu de la vacuité du dossier, nous sommes confiants que la justice turque prononcera l'acquittement définitif de notre camarade.

Libre !

Après avoir été emmené à 300 kilomètres d'Istanbul, Murad a pu retrouver la liberté devant la prison de haute sécurité d'Edirne vers 23 h.

Alors que les médias turcs avaient largement relayé l'arrestation de 17 prétendus terroristes en automne 2009, l'intérêt de ce procès semblait, pour la presse du pays, s'être très réduit ce 3 juin 2010.

La mobilisation a sans doute eu un impact important sur les conditions de détention, sur le déroulement du procès de Murad et de sa mise en liberté. Il y a lieu de présenter nos plus chaleureux remerciements à toutes celles et à tous ceux qui se sont engagé-e-s dans cette campagne.

Rui Tavares, Rémy Pagani, Jean-Michel Dolivo, Hüsnü Yilmaz, Rita Schiavi, Jacques Robert, Semih Kutluca, Jamshid Pouranpir, Pierre Fouqueray, Françoise Fort

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n°170 (24/06/2010), p. 4. Titre et intertitres de la rédaction de « solidaritéS ».